

Adrien Quatennens : « En 2022, le principal défi n'est pas l'union mais l'abstention »

18 février 2021 / Propos recueillis par Gaspard d'Allens et Hervé Kempf



« Face au changement climatique et aux pandémies, c'est la société de l'entraide qu'il faut bâtir », énonce Adrien Quatennens, député la France insoumise. Pour cela, le parti prévoit une « planification écologique » source d'un million d'emplois, un partage du temps de travail et l'éradication de la pauvreté.

Adrien Quatennens est député la France insoumise de la première circonscription du Nord.

Reporterre — Le Covid est devenu une question politique lancinante. Comment voyez-vous la situation ?

Adrien Quatennens — Tout est politique. Nous n'affrontons pas seulement un virus mais sa conjugaison avec un modèle de développement, de production, d'échange et de consommation. La pandémie confirme l'urgence de rompre avec celui-ci. Ce sont des choix politiques qui nous ont mis en situation de plus grande vulnérabilité face au virus. Les stocks de masques n'avaient pas été renouvelés parce que la production chinoise était censée répondre à nos besoins. La France importe 80 % de ses médicaments [1] alors qu'il y a vingt ans encore nous en produisions l'essentiel. C'est l'échec du grand déménagement du monde. Le vaccin est totalement soumis aux lois de l'offre et de la demande et aux politiques commerciales des grands laboratoires pharmaceutiques. C'est l'échec du tout-marché. **Cent mille lits ont été fermés à l'hôpital en vingt ans**, 7.400 sous Macron avant la pandémie [2]. C'est l'échec du néolibéralisme et de l'idéologie mortifère de « *baisse des dépenses publiques* ». Aucune leçon ne semble tirée des grandes crises. Maintenant, il faut se préparer et tout changer : face aux effets annoncés du changement climatique et des pandémies, c'est la **société de l'entraide** qu'il faut bâtir. Le Covid-19 n'est sans doute qu'une répétition générale.

Que feriez-vous si vous étiez responsables ?

Si l'épidémie dure comme **l'annoncent beaucoup de scientifiques**, il faut dès à présent planifier les alternatives au confinement en complément de la stratégie vaccinale et de la recherche de médicaments. La France ne peut pas vivre plus longtemps au rythme des confinements, déconfinements, reconfinements et couvre-feux. Le métro-boulot-dodo, ça

ne peut plus durer. La vie doit pouvoir reprendre. Nous avons besoin de nous rencontrer, de nous divertir, de nous cultiver. Le plan proposé par la France insoumise repose sur le renforcement drastique des protocoles sanitaires et l'organisation de roulements pour permettre la réouverture des lieux publics tout en limitant au maximum la circulation du virus. Par exemple, en diminuant la durée du temps de travail dans la journée, on pourrait organiser des rotations et ainsi éviter les concentrations aux mêmes endroits aux mêmes moments comme dans les transports. À l'école, on pourrait dédoubler les classes en recrutant 100.000 jeunes qui viendraient en renfort des professeurs et ainsi de suite dans tous les secteurs de la société. Il faut voir ample, ne pas hésiter à employer des outils comme les réquisitions, la gratuité des masques, les licences d'office [3] pour contourner les brevets sur les vaccins. Pourquoi ne le font-ils pas ? Face à la crise sanitaire, la France insoumise est premier proposant : une quinzaine de propositions de loi comme celle sur le pôle public du médicament, des guides, des plans comme un plan de déconfinement et celui sur les alternatives au confinement. Toutes nos propositions sont à la disposition du gouvernement mais il n'en fait rien. **Il s'enferme dans des conseils de défense tenus au secret.**



« Il faut voir ample, ne pas hésiter à employer des outils comme les réquisitions, la gratuité des masques, les licences d'office. »

Pourquoi votre parti a-t-il choisi de partir seul dans la campagne présidentielle plutôt que chercher l'alliance avec les autres forces de gauche ?

Nous avons besoin d'une campagne longue pour bâtir une majorité d'adhésions autour d'un programme. Il s'agit de ramener des millions de dégoûtés à la politique. Évitions les dispersions inutiles mais l'unité ne fait pas un programme. Le plus important, c'est la clarté face aux électeurs. Si on se réunissait dans une salle avec pour seul objectif d'en sortir rassemblés, on mettrait nos désaccords sous le tapis et je ne donne pas cher de la qualité du programme qui en ressortirait.

Le programme commun de la gauche, dans les années 1970, avait bien créé une dynamique.

Depuis 2017, les longues interviews de responsables politiques de gauche se succèdent et c'est toujours la même rengaine, d'un ennui mortel — « *il faut se réinventer* » — mais jamais le début d'une ombre de la virgule d'une idée nouvelle ! Nous mettons le programme **L'avenir en commun** sur la table sans dire « *c'est à prendre ou à laisser* ». Les contributions sont ouvertes. Le **premier cahier, sur la sixième République**, que nous venons de sortir en librairie a été envoyé à tous. Nous aspirons à des débats de fond plutôt qu'à des commentaires sur la couleur de la cravate de Jean-Luc Mélenchon ! Derrière les critiques sur sa personne se cache en fait le rejet d'une ligne politique. Ne tournons pas autour du pot : Jean-Luc Mélenchon est le candidat d'un programme de rupture, pas d'un arrangement avec le système.

Cela heurterait-il Europe Écologie-Les Verts ou le Parti socialiste ?

Anne Hidalgo ne veut pas de la sixième République. Doit-on y renoncer ? Yannick Jadot

ne veut pas sortir des traités européens que les Français ont rejetés en 2005. Doit-on se mettre à mentir alors que la planification écologique est incompatible avec les traités ?

M^{me} Hidalgo, effectivement, n'a jamais parlé de sixième République. Mais Europe Écologie-Les Verts y est favorable. Pourquoi ne pas leur proposer une déclaration commune sur ce sujet ?

Nous sommes disponibles pour discuter de tout. Mais ne faisons pas naître de faux espoirs chez les électeurs de gauche qui voudraient l'unité à tout prix : Europe Écologie-Les Verts (EELV) aura son candidat à la présidentielle. Ils sont engagés dans une primaire jusqu'en septembre. Le camp Hollande souhaite avoir le sien aussi. Le secrétaire national du Parti communiste français dit la même chose alors que nous avons défendu le même programme autour du même candidat aux deux dernières présidentielles. On ne peut pas attendre que chacun règle ses petites affaires internes pour commencer l'essentiel : aller à la rencontre des Français, et particulièrement des plus éloignés de la politique, avec un programme. Ce ne serait pas raisonnable. Il fallait donc commencer. C'est ce que nous avons fait avec Jean-Luc Mélenchon le 8 novembre dernier en lançant la plateforme noussommespour.fr.

Ne risque-t-on pas d'aller au casse-pipe de cette manière-là ?

Pour ne prendre que l'exemple de 1981, il y avait de nombreux candidats de gauche au premier tour et ça ne l'a pas empêchée de gagner. Jean-Luc Mélenchon est le candidat d'un programme. Nous partons tôt en campagne car, pour nous, le programme n'est pas une simple formalité sur papier glacé que l'on sort à quelques semaines du vote parce qu'il en faut bien un. Il s'agit de le faire connaître et de l'enraciner dans la durée. Les partis ont leur propre agenda mais des personnalités venues de différentes formations politiques et d'horizons divers pourraient décider de rejoindre la campagne. Plusieurs parlementaires communistes ont déjà annoncé leur soutien, des discussions existent avec Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et d'autres personnalités. S'il doit y avoir une union,

ce doit être dans la clarté. Le principal défi n'est pas l'union mais l'abstention. Elle touche surtout les jeunes, les ouvriers, les employés. C'est d'une grande mobilisation populaire dont nous avons besoin pour 2022 et cela nécessite une campagne de temps long.



« On ne peut pas attendre que chacun règle ses petites affaires internes pour commencer l'essentiel : aller à la rencontre des Français avec un programme. »

Comment créer les conditions pour que l'union se fasse au deuxième tour ?

Dans un deuxième tour qui opposerait Jean-Luc Mélenchon à Emmanuel Macron ou à Marine Le Pen, le regroupement s'opérerait. Pour commencer, créons les conditions de la qualification au second tour ! En 2017, sept millions d'électeurs se sont regroupés autour du programme L'avenir en commun avec un score de 19,6 %, dans un mouchoir de poche avec les trois autres candidats en tête. Ça s'est joué à 600.000 voix. Ce n'est pas faire insulte à Benoît Hamon que de dire que si le choix avait été fait de se retrouver avant le premier tour, dans cette dernière ligne droite où la percée de Jean-Luc Mélenchon était très nette, la suite de l'histoire aurait été différente. Nous l'affirmons :

2022, c'est la dernière station avant le désert. Cette fois, pas question de se louper.

Matthieu Orphelin a proposé dans Reporterre une « équipe de France de l'écologie » pour travailler sur le fond des mesures. Que lui répondez-vous ?

Au début, **Matthieu Orphelin** soutenait Emmanuel Macron. Il a changé d'avis et tant mieux. À chaque fois qu'on nous invitera à discuter de fond et à confronter les points de vue, on le fera.

Ne pouviez-vous pas lancer le processus en disant que, pour l'instant, vous n'aviez pas de candidat ?

Pourquoi mentir puisque nous en avons un ? Pendant que les sondages confirment que Jean-Luc Mélenchon est devant les autres candidats potentiels à gauche, les membres d'Europe Écologie-Les Verts sont divisés sur le choix du leur. Les membres du Parti socialiste aussi. Les membres du Parti communiste hésitent entre avoir un candidat ou faire équipe avec nous. Pour ce qui nous concerne, nous n'avons pas ces problèmes. La famille insoumise est rassemblée autour de son candidat et de son programme. La moitié des 217.000 soutiens de Jean-Luc Mélenchon enregistrés depuis le 8 novembre sur la plateforme nous sommes pour.fr ne sont pas membres de la France insoumise. C'est le signe d'un élargissement. Mais surtout, pourquoi considérer que Jean-Luc Mélenchon serait un problème alors qu'il est le principal point d'appui dans le paysage ?

S'il y avait un accord programmatique, un ticket Mélenchon président, Éric Piolle premier ministre serait-il envisageable ?

Pour le moment, **Éric Piolle** est candidat à la primaire d'EELV. Le plus important, c'est la politique que nous mènerons une fois à la tête du pays. Quand Jean-Luc Mélenchon dit que nous serions prêts à gouverner demain matin s'il le fallait, il dit vrai. Non seulement

s'agissant de ce qu'il faudrait faire, mais aussi avec qui. Rien que dans les deux groupes parlementaires insoumis, il y a de quoi faire plusieurs gouvernements.

Quelles sont selon vous les différentes manières de répondre au changement climatique ?

Aujourd'hui, tous les politiques se revendiquent de l'écologie. Emmanuel Macron se réjouit d'avoir atteint des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre qu'il a lui-même revus à la baisse par décret en avril dernier ! La France ne respecte pas ses engagements de l'Accord de Paris. Elle est le cinquième pays du monde qui subventionne le plus les énergies fossiles [4]. Nous sommes sur une pente dangereuse qui nous amène vers + 3 voire + 5 °C. Les derniers rapports du Giec [le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] ont le mérite d'être clairs : non seulement il faut procéder à un changement complet de trajectoire mais surtout, nous n'avons plus tout le temps pour le faire. À force de sommets sans effets et de conventions citoyennes pour la communication dont on écarte les conclusions, le combat est en passe d'être perdu. Il sera de moins en moins question de savoir comment on endigue le changement climatique mais de plus en plus de savoir comment on s'organise pour faire face à ses effets et amortir le choc. Nous n'avons plus le temps d'attendre que les petits ruisseaux fassent de grandes rivières. C'est pourquoi nous sommes pour inscrire la règle verte [5] dans la Constitution et que la France s'engage à solder la dette écologique. On ne prend pas davantage à la nature que ce qu'elle peut reconstituer. La méthode qui en découle est la planification de la bifurcation écologique. Il s'agit de mettre toute l'économie du pays en ordre de bataille pour relever ce défi. Cela créerait plus d'un million d'emplois. Il ne s'agirait pas de tout décider depuis Paris mais nous sommes pour un État stratège qui fixe les grands objectifs. C'est une différence avec Europe Écologie-Les Verts qui porte une vision fédéraliste de l'organisation du territoire.



« Il sera de moins en moins question de savoir comment on endigue le changement climatique mais de plus en plus de savoir comment on s'organise pour faire face à ses effets et amortir le choc. »

Mais la région est, aussi, une échelle centrale pour la bifurcation écologique. On peut penser une planification à partir de la région.

C'est pourquoi à l'approche des élections régionales, nous avons proposé trois grands axes pour fixer le cadre programmatique d'un accord national : instaurer un bouclier social à l'échelle des régions, engager la bifurcation écologique avec les leviers des régions et démocratiser les collectivités qui apparaissent toujours comme plus éloignées de la population et de ses aspirations. Nos désaccords de fond avec Europe Écologie-Les Verts ne sont pas en cause pour les élections régionales. Nous avons donc formulé une proposition d'accord national. Ils n'en veulent pas. Que faut-il comprendre ?

Comment imaginez-vous la société française après cinq ans de présidence par la France insoumise ?

Nous proposons une **assemblée constituante** pour permettre au peuple de se refonder en redéfinissant la règle du jeu. Elle serait composée de gens qui n'auraient jamais été élus auparavant et qui ne pourraient pas l'être dans les institutions de la sixième République. Il y aurait dedans une part de tirage au sort. Si le peuple français adopte par référendum la nouvelle constitution issue des travaux de l'assemblée constituante, nous passerons en sixième République. La monarchie présidentielle sera abolie, de grands objectifs comme la règle verte seront inscrits dans la nouvelle constitution et la capacité d'intervention populaire dans la vie démocratique serait constante. La France engagera surtout la planification de la bifurcation écologique. L'énergie — avec une transition pour aller vers 100 % d'énergies renouvelables à horizon 2050, l'agriculture — avec une transition pour passer de l'agriculture productiviste intensive en chimie à une agriculture paysanne intensive en main-d'œuvre, les transports, l'économie de la mer, la rénovation thermique des bâtiments... autant de gisements d'emplois pour faire de la France une nation pionnière. En cinq ans, nous aurons organisé un juste partage des richesses produites car il n'est pas acceptable qu'en France **sept personnes possèdent autant que 30 % de la population** et que des îlots de richesses extrêmes côtoient cet océan de pauvreté grandissant. Tout cela n'est possible qu'à la condition d'assumer une forme de protectionnisme. Il ne s'agit pas d'un protectionnisme chauvin mais solidaire, qui met au sommet de la hiérarchie des exigences sociales et environnementales. On ne peut pas faire tout cela dans le cadre des traités européens qui sont appliqués en dépit de la souveraineté populaire. Ces traités sont à rebours de l'idéal européen de coopération entre les peuples. Il faut en sortir.

Comment les gens vivraient-ils au bout de cinq ans ?

Le partage des richesses que nous appelons de nos vœux consiste à mieux répartir l'effort entre tous et à fixer une limite à l'accumulation. Le but : éradiquer la pauvreté. Personne ne devrait vivre sous le seuil de pauvreté dans la sixième puissance économique du monde. Nous souhaitons faire une grande réforme fiscale qui remplacerait les cinq

tranches actuelles par quatorze tranches d'impôts. Toutes celles et ceux qui gagnent moins de 4.000 euros par mois paieraient ainsi moins d'impôts. Tout le monde paierait à juste proportion de ses revenus. Avec l'impôt universel, nous pourrions lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale qui nous coûtent chaque année quatre-vingt à **cent milliards d'euros**.

L'emploi est au cœur de nos préoccupations. La planification écologique est un gisement d'emplois considérable que nous voulons conjuguer avec un meilleur partage du temps de travail pour atteindre le plein emploi. Travailler moins, pour travailler mieux et travailler tous. Nous appliquerons véritablement les 35 heures et nous irons vers les 32 heures et la semaine de quatre jours. La diminution du temps de travail dans la vie et dans la semaine constitue le fil rouge des conquêtes sociales. La productivité a augmenté ces dernières décennies. Les Français sont parmi les plus productifs au monde et ils ne bénéficient plus des fruits de cette productivité à cause de la prédation sans bornes du capital sur le travail. Nous sommes pour une sixième semaine de congés payés et la retraite à soixante ans. Le sens du progrès n'est pas de travailler toujours davantage. Pendant que la France connaît un record de pauvreté jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale avec dix millions de pauvres, les milliardaires français ont engrangé 175 milliards en 2020, soit deux fois le budget de l'hôpital public. Renforcer nos services publics et concrétiser la devise républicaine partout sur le territoire national est une priorité.

Sur l'énergie, vous parlez de 100 % d'énergies nouvelles en 2050, mais pas franchement de réduction de la consommation d'énergie. Pourquoi ?

Le scénario 100 % d'énergies renouvelables en 2050 nécessite évidemment une baisse de la consommation. Il s'agit d'aller vers une forme de sobriété, de ralentissement. Parce qu'évidemment, la bonne énergie est celle qu'on ne consomme pas.

La planification écologique va-t-elle permettre de reprendre le pouvoir face au capitalisme ?

Dans « *capitalisme vert* », le problème n'est pas la couleur. Entre écologie et capitalisme il faut choisir. Notre choix est fait.



« Vous pourrez édifier les murs que vous voudrez, quand les gens sont en détresse, s'ils doivent les franchir pour survivre, ils le feront. »

Les forces de droite se concentrent sur les migrants et veulent en faire la question politique essentielle. Quelle est votre position sur les migrations ?

Les mouvements de populations sont vieux comme l'histoire de l'Humanité. Si on regarde les chiffres, il n'est pas juste de parler de « *vagues migratoires* » vers l'Union européenne compte tenu de ce que cela représente en proportion de la population. Cependant, s'il n'est pas endigué, le changement climatique va contraindre 280 millions de personnes à se déplacer pour survivre. En 2019, on comptabilisait déjà plus de 24

millions de déplacés climatiques. Vous pourrez édifier les murs que vous voudrez, quand les gens sont en détresse, s'ils doivent les franchir pour survivre, ils le feront. Nous avons un devoir d'humanité à leur égard. Nous proposons la création d'un statut de réfugié climatique. La France peut prendre davantage sa part mais il faut organiser les conditions d'une répartition de l'effort à l'échelle européenne et en finir avec les accords de Dublin qui obligent que le premier pays d'entrée examine la demande d'asile. Pendant que l'extrême droite désigne un adversaire facile avec l'immigré, les riches continuent de se gaver et on ne débat jamais des causes des mouvements de populations. La plupart des gens aspirent à vivre et travailler au pays. Les trois causes principales des migrations sont les guerres, les accords commerciaux inégaux et le changement climatique. Nous devons agir sur ces causes.

Vous avez commencé à militer jeune. Comment ?

Contrairement à beaucoup de mes collègues et camarades, je ne viens pas d'un milieu politisé. Je n'ai pas souvenir d'avoir assisté à la moindre discussion politique à la maison et avant que je m'en mêle, ma famille était même plutôt tendance gaulliste ! Tout a commencé adolescent avec la mobilisation lycéenne de 2006 contre le contrat de première embauche. Puis, j'ai eu envie de me rendre utile en participant à des maraudes pour les personnes sans-abri. J'ai rencontré des militants altermondialistes et je me suis beaucoup nourri des publications d'Attac. La campagne présidentielle de 2012 a été un moment de bascule pour moi. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de m'engager en politique et de faire équipe avec Jean-Luc Mélenchon. Mes journées étaient doubles entre mon emploi de conseiller clientèle et mes tâches de militant bénévole. J'ai occupé plusieurs fonctions au Parti de Gauche avant d'être un référent du nord pour la France insoumise en 2017. On m'a alors soufflé à l'oreille avant les élections législatives : « *On cherche 577 candidats à investir, tu devrais y aller.* » Désormais, quand on m'invite dans les collèges pour parler de la fonction de député, je m'appuie sur mon parcours pour convaincre les jeunes que la politique n'est pas le domaine réservé des spécialistes qui font les grandes écoles et les plans de carrière qui vont avec. Je leur dis : tout le monde

peut faire de la politique. Faites de la politique !

- *Propos recueillis par Gaspard d'Allens et Hervé Kempf*

[1] Selon l'Académie nationale de pharmacie, l'Europe dépend aujourd'hui à 80 % de principes actifs importés d'Inde, de Chine et des pays du sud-est asiatique.

[2] 4.172 lits ont été supprimés en 2018] et 3.400 en 2019->

<https://www.lefigaro.fr/social/hopital-3400-lits-supprimes-en-2019-20200929>].

[3] « *L'État peut obtenir d'office, à tout moment, pour les besoins de la défense nationale, une licence pour l'exploitation d'une invention, objet d'une demande de brevet ou d'un brevet, que cette exploitation soit faite par lui-même ou pour son compte* » , selon l'article L613-19 du code de la propriété intellectuelle.

[4] Le soutien de la France aux hydrocarbures a augmenté de 17 % sur trois ans, selon un rapport publié en novembre 2020 des groupes de réflexion International Institute for Sustainable Development, Overseas Development Institute et Oil Change International.

[5] « *Elle assure la lutte contre les changements climatiques et veille à la préservation de la diversité biologique en appliquant la règle verte. La règle verte implique de ne pas prélever sur la nature plus de ressources renouvelables que ce qu'elle peut reconstituer ni de produire plus que ce qu'elle ne peut supporter sur une année* », comme on peut le lire dans un amendement déposé par la France insoumise.

Lire aussi : Matthieu Orphelin : « Pour 2022, si l'écologie et la gauche sont séparées, on va droit à la de
»

Source : Gaspard d'Allens et Hervé Kempf pour *Reporterre*

Photos : © **Mathieu Génon**/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Entretien >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Adrien-Quatennens-En-2022-le-principal-defi-n-est-pas-l-union-mais-l-abstention>